

PRÉSENTATION PRÉ-BUDGÉTAIRE DE L'ACAE

2019



Canadian Alliance of Student Associations
Alliance canadienne des associations étudiantes



Introduction

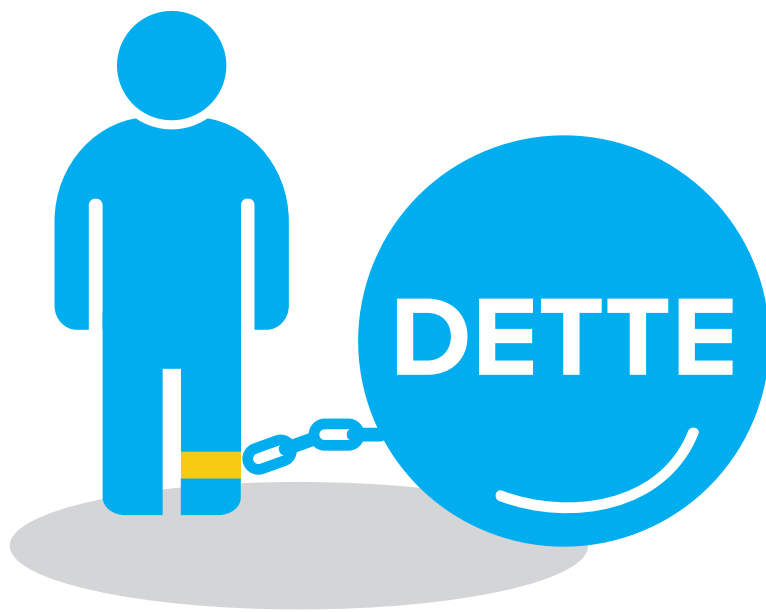
L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est une organisation apolitique et sans but lucratif, dont le mandat consiste à défendre les intérêts de quelque 270 000 étudiants de niveau postsecondaire au Canada. Grâce à son partenariat avec l'Union étudiante du Québec (UEQ), l'ACAE représente également 79 000 étudiants additionnels au Québec. L'ACAE représente une vision nationale des enjeux étudiants et accueille favorablement cette occasion de faire connaître son point de vue sur une éducation postsecondaire inclusive qui assure la compétitivité du Canada.

Résumé des recommandations

- » **Recommandation 1** : Le gouvernement fédéral devrait accorder aux nouveaux diplômés de niveau postsecondaire une période libre d'intérêt de six mois avant de commencer à rembourser leurs prêts d'études.
- » **Recommandation 2** : Le gouvernement fédéral devrait travailler avec d'autres provinces pour rendre le Bon d'études canadien plus facilement accessible, en intégrant le régime enregistré d'épargne-études au service d'enregistrement des naissances.
- » **Recommandation 3** : Le gouvernement fédéral devrait créer une bourse canadienne pour étudiants directe et non remboursable destinée aux étudiants de cycle supérieur ayant d'importants besoins financiers, pour un coût estimé à 58 millions de dollars.
- » **Recommandation 4** : Les trois organismes subventionnaires devraient utiliser une partie de cet argent pour réinvestir dans les programmes aux étudiants. Nous recommandons une augmentation de 25 millions de dollars s'appliquant aux programmes étudiants de chacun des trois organismes subventionnaires.
- » **Recommandation 5** : Le gouvernement fédéral devrait retirer l'obligation pour les étudiants internationaux d'obtenir un permis de travail additionnel afin de suivre un stage ou un programme d'alternance travail-études, et autoriser automatiquement ce type de travail dans le cadre des permis d'étude des étudiants internationaux.

Bâtir une économie inclusive en réduisant la dette des étudiants

L'ACAE considère que chaque étudiant ayant le désir de poursuivre des études postsecondaires ne devrait pas avoir à surmonter des obstacles à l'accès et ne devrait pas accumuler une dette ingérable pour réaliser ses objectifs académiques. Cela permettrait non seulement aux Canadiens d'atteindre leur plein potentiel, mais aiderait également le pays à se doter d'une main-d'œuvre éduquée et à devenir un chef de file sur la scène internationale.



Le rapport de l'OCDE intitulé Pour une croissance plus forte et plus inclusive au Canada révèle que même si l'économie du Canada est en croissance, les différents groupes de la société n'en bénéficient pas tous de la même façon. Les iniquités sociales et historiques font en sorte que les Autochtones, les femmes, les étudiants plus âgés, les migrants et les personnes souffrant de troubles de santé mentale sont plus susceptibles d'être au chômage ou en situation en sous-emploi¹. Pendant ce temps, nous savons que les études postsecondaires contribuent grandement à l'économie d'un pays et atténuent les iniquités sociales en égalisant les chances pour tous et en créant des possibilités durables qui favorisent la réussite². Pour que le Canada soit concurrentiel sur la scène internationale, le gouvernement doit s'engager à créer un système postsecondaire innovateur et de grande qualité qui est accessible et abordable pour tous.

Même si l'accès à l'aide financière au Canada a augmenté au cours des dernières années, le taux d'intérêt variable au taux préférentiel de + 2,5 % et le taux d'intérêt fixe au taux préférentiel de + 5 % continuent de représenter un fardeau ingérable pour les jeunes Canadiens³. Les taux d'intérêt imposés sur la partie fédérale des prêts d'études sont supérieurs aux taux du marché, mais également à ceux offerts par d'autres pays de l'OCDE⁴. En outre, le fait que les intérêts commencent à s'accumuler immédiatement sur les prêts d'études ne laisse pas suffisamment de temps aux étudiants pour réaliser leur transition vers le marché du travail, ce qui prend en moyenne cinq mois au Canada⁵. Pour faciliter la transition vers l'emploi pour les nouveaux diplômés, plusieurs provinces offrent maintenant une période libre d'intérêt de six mois s'appliquant aux prêts d'études. Cependant, la plupart des étudiants ignorent que cette période libre d'intérêt ne s'applique qu'à la partie du prêt financée par le

1 Pour une croissance plus forte et plus inclusive au Canada (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2017), page 12 à 14. Consulté en ligne : <http://www.oecd.org/fr/industrie/pour-une-croissance-plus-forte-et-plus-inclusive-au-canada-9789264278585-fr.htm>

2 *Ibidem*.

3 Taux d'intérêt sur les prêts d'études canadiens (gouvernement du Canada). Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/education/pre-etudiants/taux-interet.html>

4 Bureau du surintendant des institutions financières Canada, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2014*, Ottawa, Ontario, janvier 2016, Consulté en ligne : http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/Docs/CSLP_2014.pdf

5 Emploi et Développement social Canada, *Work-Unemployment Duration, Indicateurs de mieux-être au Canada, juillet 2015*, <http://well-being.esdc.gc.ca/misme-iow-b/.3ndic.ft.4r@-eng.jsp?iid=15>

gouvernement provincial (environ 40 %)⁶. Par conséquent, les étudiants se sentent souvent trompés et dépassés par le montant d'intérêt qu'ils ont accumulé depuis l'obtention de leur diplôme. Cette incohérence, jumelée aux taux d'intérêt élevés sur les prêts d'études, remet en question l'abordabilité des études postsecondaires que favorise le régime d'aide financière, ici au Canada.

L'ACAE recommande que le gouvernement fédéral accorde aux nouveaux diplômés une période libre d'intérêt de six mois avant de commencer à rembourser leurs prêts d'études.

⁶ University of Toronto Enrolment Services. *OSAP and Professional Experience Year: Information and Useful Tips. Page 1.* Consulté en ligne : <http://engineeringcareers.utoronto.ca/files/2015/09/OSAP-INFO-FOR-PEY-STUDENTS-Handout2016.pdf>

Encourager l'épargne-études le plus tôt possible

L'ACAE recommande au gouvernement de collaborer avec les autres provinces, comme il l'a fait avec l'Ontario¹², pour rendre le BEC plus accessible en intégrant le REÉÉ au service d'enregistrement des naissances.

L'ACAE croit que le gouvernement fédéral peut faire davantage pour aider les Canadiens à revenus faibles et moyens à épargner en vue des études de leurs enfants. Le gouvernement aide actuellement les familles en versant jusqu'à 2 000 \$ en bons d'études canadiens (BEC) dans leurs régimes enregistrés d'épargne-études (REÉÉ)⁷. Même si les familles n'ont pas besoin de cotiser pour recevoir le bon, le rapport annuel du Programme canadien pour l'épargne-études révèle que près de 80 % des enfants qui ont reçu un BEC en 2014 ont également bénéficié d'une contribution à leur REÉÉ⁸. Cela signifie que le fait de verser des contributions initiales dans un REÉÉ encourage les familles à prioriser l'éducation de leurs enfants et à épargner en vue de leurs études. Des interventions précoces, comme celles-ci, se sont révélées efficaces pour encourager les étudiants provenant de communautés marginalisées à poursuivre des études supérieures, comme en font foi des programmes tels que « Passeport pour ma réussite »⁹.

Même si le Bon d'études canadien constitue une aide essentielle pour les étudiants de milieux défavorisés qui souhaitent poursuivre leurs études, seulement 31 % des familles admissibles à faible revenu y ont accès¹⁰. Les raisons justifiant ce déficit sont nombreuses : méconnaissance du programme, difficulté à accéder à une banque pour ceux qui résident en région éloignée ou rurale, absence de NAS valide ou méfiance généralisée à l'égard des institutions financières¹¹. Même s'il importe de s'attaquer à chacun de ces obstacles,



7 Bon d'études canadien - Aperçu. Gouvernement du Canada. Emploi et Développement social Canada. Consulté en ligne : <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/bon-etudes.html>

8 Emploi et Développement social Canada, *CESG Annual Report 2014*, Ottawa, Ontario, Février 2016, Consulté en ligne : http://www.esdc.gc.ca/en/reports/cslp_cesp/cesp_2014.page.

9 Passeport pour ma réussite Canada, *2013-2014 Results Summary*, Toronto ON, Accessed Online: https://www.pathwaystoeducation.ca/sites/default/files/editor_uploads/pdf/Results%20Summary%202013-2014.pdf

10 *Ibidem*. Note 8.

11 Bellefontaine, Teresa. « ESDC Innovation Lab: Finding Points of Leverage ». Canada Learning Bond Champions Network, Annual Meeting, 7 février 2018, Novotel Hotel, 3 Park Home Avenue, Toronto, Ontario.

12 Emploi et Développement social Canada. *Government of Canada Partners with the Government of Ontario to add a new feature to the province's Newborn Bundle Service*. Consulté en ligne : <https://www.newswire.ca/news/employment-and-social-development-canada&page=8&pagesize=20>

Rendre les études supérieures plus inclusives

Même si le gouvernement a réalisé d'importants investissements pour la recherche dans le dernier budget, il pourrait faire davantage pour soutenir directement les étudiants de cycle supérieur qui sont des moteurs de l'innovation et de la compétitivité au Canada. Dans l'économie du savoir qui caractérise notre époque, où un vaste éventail de compétences est nécessaire pour réussir, un nombre sans précédent d'étudiants retournent sur les bancs d'école pour poursuivre des études supérieures¹³. La prolifération de programmes de cycle supérieur et le nombre accru d'étudiants qui décident d'approfondir leur formation contribuent sans aucun doute à l'avancement du Canada en tant que leader mondial en recherche et innovation.



Cependant, le coût des études supérieures peut en décourager plus d'un. En fait, quatre étudiants sur dix affirment que la crainte d'alourdir leur dette et d'éprouver des difficultés d'ordre financier a influé sur leur décision de poursuivre une formation après l'obtention de leur baccalauréat¹⁴.

Actuellement, les étudiants de cycle supérieur ne sont pas admissibles aux bourses canadiennes pour étudiants et ne peuvent plus bénéficier de crédits d'impôt depuis que le gouvernement fédéral a plutôt décidé de réinvestir l'aide financière aux étudiants dans le Programme canadien de bourses aux étudiants. Cela signifie que de nombreux étudiants brillants sont exclus des études supérieures pour des motifs financiers. Par exemple, les étudiants qui proviennent de familles à faible revenu, les étudiants autochtones ou issus de minorités raciales, les étudiants qui sont également des parents ou encore ceux qui souffrent d'un handicap ou de problèmes de santé mentale font face à de nombreux autres obstacles intersectionnels qui peuvent les empêcher de maintenir les notes requises pour obtenir des bourses privées. Pour s'assurer que les études supérieures au Canada demeurent inclusives, une aide financière axée sur les besoins doit être offerte par le gouvernement aux étudiants de cycle supérieur.

Le gouvernement fédéral devrait créer une bourse canadienne pour étudiants directe et non remboursable destinée aux étudiants de cycle supérieur ayant d'importants besoins financiers, pour un coût estimé à 58 millions de dollars.

¹³ Tendances dans le milieu universitaire. Association des universités et collèges du Canada. 2011. Consulté en ligne : <https://www.univcan.ca/wp-content/uploads/2015/11/tendances-dans-le-milieu-universitaire-vol1-effectifs-juin-2011.pdf>

¹⁴ 2018 – Au près des étudiants de dernière année : Rapport généraux (Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires, juin 2018 : Consulté en ligne : http://cuscc-creu.ca/?page_id=207&lang=fr

Même si l'engagement du Canada dans le domaine de la recherche se concrétise par un investissement réel de 925 millions de dollars annoncé dans son budget de 2018¹⁵, seule une fraction de cette somme bénéficiera directement aux étudiants. La vaste majorité de ces fonds sera versée aux facultés, laissant pour compte un grand nombre d'étudiants qui aspirent à une vocation de chercheurs. En outre, seulement environ 2 % d'étudiants de cycle supérieur bénéficient d'une bourse à la recherche des trois organismes subventionnaires¹⁶. Il n'est donc pas surprenant de constater que le Canada est à la remorque de ses concurrents en ce qui a trait au nombre de personnes hautement qualifiées, incluant les titulaires d'un doctorat¹⁷. Ces constats révèlent que le gouvernement peut faire davantage pour soutenir les étudiants de cycle supérieur, ceux-là mêmes qui font progresser l'économie canadienne et contribuent de nouvelles idées et solutions à des défis mondiaux.

De 2011 à 2015, le gouvernement du Canada a imposé des compressions importantes aux trois organismes subventionnaires, ce qui a considérablement nui aux étudiants-chercheurs. Au sommet de cette crise, en 2014, les trois organismes ont collectivement perdu 37 millions de dollars en financement. Lorsque l'on tient compte du taux d'inflation de 1,99 % de l'époque, en dollars constants, les organismes ont collectivement perdu 87 millions de dollars en précieux fonds de recherche¹⁸. Malgré le fait que le gouvernement a réinvesti dans la recherche depuis, le montant d'aide à la recherche des trois organismes subventionnaires directement versé aux étudiants demeure toujours sous les niveaux d'avant 2011, soit avant les compressions¹⁹. L'ACAE et l'UEQ ont été déçus d'apprendre que malgré les promesses de nouveaux fonds de recherche dans le budget de 2018, les trois organismes subventionnaires n'augmenteront pas l'aide financière aux étudiants de façon à atteindre les niveaux d'avant l'année 2011.

Remettre les fonds de recherche entre les mains des étudiants bénéficie à tous, puisque les étudiants sont non seulement les innovateurs de demain, mais les innovateurs d'aujourd'hui.

L'ACAE et l'UEQ recommandent également que les trois organismes subventionnaires utilisent une partie de cet argent pour réinvestir dans les programmes aux étudiants. Nous recommandons une augmentation de 25 millions de dollars s'appliquant aux programmes étudiants de chacun des trois organismes subventionnaires.

15 *Ibidem*. P. 88

16 *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays* (Examen du soutien fédéral aux sciences, 2017). Consulté en ligne : [http://www.examen-science.ca/eic/site/059.nsf/vwapj/ExamenDuSoutienScience_avril2017.pdf/\\$file/ExamenDuSoutienScience_avril2017.pdf](http://www.examen-science.ca/eic/site/059.nsf/vwapj/ExamenDuSoutienScience_avril2017.pdf/$file/ExamenDuSoutienScience_avril2017.pdf)

17 *Titulaires de doctorat* (Conference Board of Canada). Consulté en ligne : <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/education-fr/phd-fr.aspx>

18 FAÉCUM. 2017. Programmes de financement aux étudiants des trois organismes subventionnaires.

19 *Ibidem*. P. 2

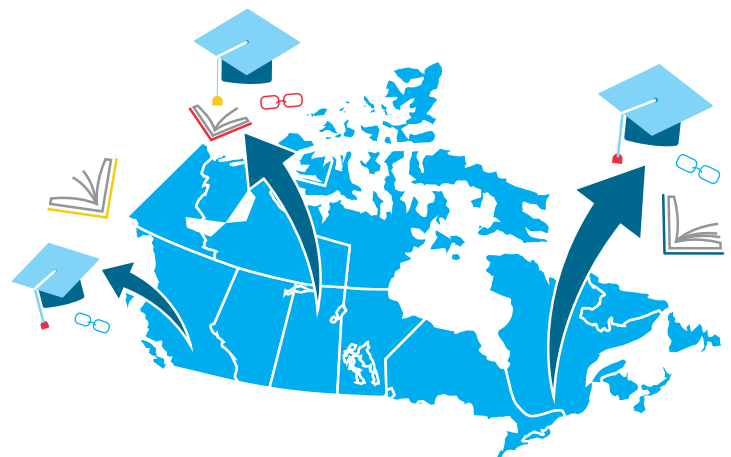
Éviter l'exode des étudiants internationaux

Le Canada fait face à un exode des cerveaux, alors que les étudiants de talent quittent le pays pour trouver de meilleurs débouchés à l'étranger. Cela s'avère plus particulièrement pour les étudiants internationaux qui doivent faire face à de nombreux obstacles de nature bureaucratique pour intégrer l'économie canadienne.

Même si les établissements d'enseignement postsecondaire canadiens investissent des sommes considérables pour attirer des étudiants étrangers de talent sur leurs campus, l'aide requise pour retenir et accompagner ces étudiants lors de leur transition dans la société canadienne est insuffisante. Par exemple, un permis d'étude permet aux étudiants internationaux de travailler jusqu'à 20 heures par semaine, mais les étudiants internationaux doivent demander un permis de travail distinct s'ils souhaitent suivre un programme d'alternance travail-études²⁰. Cette étape supplémentaire constitue un véritable obstacle pour les étudiants qui souhaitent participer à ce type de formation et, dans certains cas, les délais trop longs les empêchent carrément de profiter de ces occasions. Comme l'alternance travail-études est de plus en plus reconnue comme une composante essentielle d'une éducation postsecondaire de qualité, et représente également la trajectoire la plus directe vers l'emploi pour les nouveaux diplômés²¹, ces restrictions constituent une entrave majeure pour les étudiants internationaux.

Confrontés à ces obstacles de nature bureaucratique, les étudiants étrangers hautement qualifiés choisissent de quitter le pays alors que les entreprises canadiennes recherchent désespérément des travailleurs de talent. En permettant aux étudiants étrangers d'accéder plus facilement aux programmes d'alternance travail-études, on sera mieux en mesure de retenir les étudiants de talent au Canada et de favoriser leur développement, pour ainsi contribuer à l'essor du Canada sur la scène internationale.

L'ACAE recommande que le gouvernement fédéral retire l'obligation pour les étudiants internationaux d'obtenir un permis de travail additionnel afin de suivre un stage ou un programme d'alternance travail-études, et autorise automatiquement ce type de travail dans le cadre des permis d'étude des étudiants internationaux.



20 *Work as a co-op student or intern* (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada). Consulté en ligne : <http://www.cic.gc.ca/english/study/work-coop.asp>

21 *Taking the Pulse of Work-Integrated Learning in Canada*. Business Higher Education Roundtable Canada. Academica Group. Avril 2015. Accessed online: <http://bher.ca/wp-content/uploads/2016/10/BHER-Academica-report-full.pdf>

Nos membres



UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK
STUDENT UNION



À propos de l'ACAE

Fondée en 1995, l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est une organisation nationale non partisane et sans but lucratif composée de 22 associations étudiantes qui représentent 270 000 étudiants de niveau postsecondaire d'un océan à l'autre. Grâce à son partenariat avec l'Union étudiante du Québec et ses 8 membres, qui représentent 79 000 étudiants, l'ACAE transmet d'une seule voix le message des étudiants au gouvernement fédéral. L'ACAE fait la promotion d'un système d'éducation postsecondaire accessible, abordable, innovateur et de grande qualité.



Canadian Alliance of Student Associations
Alliance canadienne des associations étudiantes



130 rue Slater, pièce 410, Ottawa ON, K1P 6E2



acaе-casa.ca



613.236.3457



info@casa.ca



[@CASAACAE](https://twitter.com/CASAACAE)



[/CASAACAE](https://facebook.com/CASAACAE)



[@CASAACAE](https://instagram.com/CASAACAE)